

Partie I : CADRE ET CONCEPT THÉORIQUE DE L'ÉCOTOURISME ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE

Cette partie portera sur la description de l'écotourisme de la région Atsinanana. Cette dernière est réputée par l'importance de la qualité de ses forêts naturelles. Donc, il est indispensable d'analyser le contenu et la spécificité de l'écotourisme dans l'axe. En effet aujourd'hui, l'écotourisme est un élément essentiel de succès économique ; c'est pourquoi la recherche de l'efficacité doit être un souci permanent. Il impose le respect d'une démarche très rigoureuse de type théorique et conceptuel. Alors, la combinaison de l'intégration locale (la participation locale), et de la gouvernance peut favoriser le développement touristique et requiert la réduction de la pauvreté en termes objectif et subjectif.

Chapitre I : ÉVOLUTION HISTORIQUE ET THÉORIQUE

Dans ce chapitre, l'accent sera mis sur la manière dont s'est effectué historiquement l'écotourisme sur le plan international. Pour ce faire, la première section va traiter l'écotourisme du point de vue historique. Il s'agit essentiellement de mettre en avant les caractéristiques, le motif pour pratiquer l'écotourisme de l'axe puis de l'expliquer en tant que ressource potentielle. Ensuite, la deuxième section envisagera la gouvernance locale en prenant appui sur des définitions et des concepts ; et notamment leurs implications théoriques au niveau des axes.

Section1 - Écotourisme du point de vue historique

1.1- Historique du secteur tourisme

Le tourisme trouve conjointement ses origines dans la pratique du tour et dans celle d'une forme de villégiature créée par les aristocrates¹anglais du XVIII^{ème} siècle et réappropriée par les nouvelles classes dirigeantes du XIX^{ème} siècle. Le tourisme contemporain prit forme dans la révolution industrielle; le rapport au temps et à l'espace est modifié par l'organisation du travail industriel (contrôle du temps de travail et concentration des forces ouvrières dans un milieu unique de production) et les luttes sociales aboutirent à un dégagement d'un temps hors travail. Pour ce qui est du tourisme durable, il s'agit d'une notion relativement récente,

¹LECOLLE L., 2008. *Outils de gestion et bonnes pratiques - Pôle Relais Lagunes*, édition scientifique, p.08

apparue au début des années 1990. Les réflexions autour de cette forme de tourisme sont en fait nées à partir du sommet de Rio en 1992 sur le développement durable. Le tourisme durable en est l'un de ses champs d'application au sein de l'Agenda 21 comprenant entre autres, le respect de l'équilibre entre les besoins touristiques et les aspirations locales ou les actions préventives à favoriser, afin de préserver l'environnement et les produits touristiques. L'objectif est de rendre compatible l'amélioration des conditions vie environnementales et sociales qui résulte du développement touristique avec le maintien de ses capacités pour les générations futures.

En 2004, les principes du tourisme durable ont été redéfinis et actualisés par les comités de développement du tourisme durable, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) "*Les principes directeurs du développement durable et les pratiques de gestion durable du tourisme sont applicables à toutes les formes de tourisme dans tous les types de destination, y compris au tourisme de masse et aux divers créneaux touristiques. Les principes de durabilité concernent les aspects environnementaux, économiques et socioculturels du développement du tourisme. Pour garantir sur le long terme la durabilité de ce dernier, il faut parvenir au bon équilibre entre ces trois aspects*"². Par conséquent, le tourisme durable est "*une forme de tourisme qui répond aujourd'hui aux besoins des touristes et des régions qui les accueillent, tout en protégeant et en améliorant les ressources pour l'avenir*"³. Il mène à une gestion de toutes les ressources, de manière à combler les besoins socio-économiques, tout en préservant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels et la diversité biologique. Il doit :

1. exploiter de façon rationnelle les ressources naturelles, qui constituent un élément clé de la mise en valeur touristique, en préservant les processus écologiques et en aidant à sauvegarder la biodiversité;
2. respecter l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil, conserver leurs atouts culturels bâtis et vivants ainsi que leurs valeurs traditionnelles;
3. assurer une activité économique viable sur le long terme, offrant à toutes les parties prenantes des avantages socioéconomiques équitablement répartis, notamment des emplois stables, des possibilités de bénéfices et des services sociaux.

²LECOLLE L., 2008. Op. cit, p. 09

Sur le plan international

Au début du XXI^e siècle, le développement durable est la preuve d'une prise de conscience, plus ou moins universelle, qu'il faut mieux maîtriser l'action des hommes sur la planète Terre. Il ne semble plus possible de consommer les ressources naturelles de manière illimitée, sans risque majeur pour l'humanité. La préservation de l'environnement est au centre des préoccupations écologiques et patrimoniales d'associations ou d'institutions aussi diverses que Greenpeace, le WWF ou l'UNESCO.³ L'Organisation des Nations Unies (ONU)⁴ a déclaré 2002 comme année internationale de l'écotourisme (AIE) " *pour faire le bilan des expériences en écotourisme dans le monde* " et ce, afin de consolider les activités et les cadres institutionnels qui en assureront le développement durable à l'avenir.

➤ Question de la durabilité de l'écotourisme

Le terme " écotourisme " apparaît dans le sillage du développement durable dans les années 1980, selon le rapport de Brundtland de 1987. Dans ce cadre, il permet de créer un équilibre entre l'environnement et l'homme compris sur le long terme. Il représente l'activité qui valorise l'aspect socioculturel des communautés réceptrices, mais également, les relations avec le milieu naturel. C'est une activité qui permet de réduire les impacts négatifs sur l'environnement, raison de pouvoir parler de durabilité. Un des intérêts de ce secteur aujourd'hui est d'adopter une vision à long terme, face aux ressources naturelles et culturelles du territoire étudié pour le faire bien fonctionner.

➤ Du tourisme à l'écotourisme

Au niveau national, à partir de 1984 le gouvernement malgache a accepté d'ouvrir ses frontières au tourisme international, en espérant favoriser une relance économique indispensable. Madagascar a comme objectif d'équilibrer les échanges extérieurs et également, de valoriser sur le long terme les ressources naturelles. L'offre se composait principalement au départ des atouts balnéaires de l'île, mais Madagascar ne pourrait rivaliser avec ses voisines concurrentes telles les îles Maurice, Seychelles et Réunion, destinations déjà

³L'UNESCO a créé, en 1956. L'ICCROM (International Center for Conservation and Restauration of Monuments, l'Institut consultatif pour la conservation et la restauration des monuments), dont le siège est à Rome et qui intervient au niveau de la formation des personnels chargés de la gestion et l'exploitation des sites. Par ailleurs, l'ICOMOS (International Council of Monuments, conseil international des monuments et sites), dont le siège est à Paris, regroupe des professionnels et institutionnels en vue de la sauvegarde des villes historiques. Parallèlement aux actions du patrimoine mondial (une organisation indépendante relevant de l'UNESCO), le World Monuments Watch, organisation non gouvernementale (ONG) née d'initiatives privées aux États-Unis, recense les sites monumentaux les plus menacés à travers la planète (en 2004, 400 monuments en péril).

⁴Note du Secrétariat de la Commission de coopération environnementale, mai 2000. *La promotion de l'écotourisme dans les aires naturelles de l'Amérique du Nord: Les étapes franchies*, p.07

bien implantées sur ce segment. La richesse endémique de ses écosystèmes, ainsi que ses particularités ethnoculturelles offrent à la grande île un développement touristique garant des avantages économiques. Alors, concernant les axes, ils possèdent des particularités en matière de faunes, de flores et de paysages, ainsi qu'une diversité des ressources reconnues dans le monde entier à pleine exploitation. Ses ressources naturelles sont prometteuses pour la promotion et le développement de l'industrie écotouristique locale, une branche attrayante sur tous les axes.

1.2- Concept et définition selon les auteurs

Selon LANQUARD Robert et AMENGUAL B., le mot tourisme signifie " *une activité essentielle à la vie des nations en raison de ses effets directs sur les secteurs sociaux, culturels, éducatifs, économiques et dépend de l'accès de l'homme au repos récréatif, aux vacances et à sa liberté de voyage dans le cadre de temps libre et des loisirs; son existence est intégralement liée à un état de paix durable auquel il est appelé à contribuer l'aspect économique du tourisme* " ⁵. Les travaux pionniers de CEBALLOS L. donnent la première définition de l'écotourisme comme étant un " *voyage calme et non contaminateur des espaces dont l'objectif est d'étudier et de contempler les paysages, les animaux et les plantes sauvages, ainsi que les manifestations culturelles (actuelles et passées) que l'on peut trouver dans ces espaces* " ⁶. Cette définition donne un aperçu de l'objectif de l'écotourisme, une activité tournée vers la nature (vivante et non-vivante) et la culture dans des endroits bien définis en mettant l'accent sur la contrainte de non perturbation de l'endroit en question. Ainsi en 1987, CEBALLOS L. lui-même définit l'écotourisme : " *un tourisme satisfaisant aux besoins présents des touristes et des régions hôtes, tout en protégeant et en mettant en valeur les opportunités pour le futur. Il conduit à une gestion des ressources qui remplit les besoins économiques, sociaux et esthétiques tout en maintenant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels, la diversité biologique et les systèmes qui supportent la vie* ". ⁷

La définition de l'OMT permet de situer l'écotourisme sur un segment du tourisme durable. Dans la même perspective, le " TIES " en donne une définition suivante en 1991 : " *l'écotourisme est un voyage responsable dans des environnements naturels où les ressources et le bien-être des populations sont préservés* " ⁸. C'est une forme de tourisme durable qui

⁵ LANQUARD R. et AMENGUAL B., 1994. *Le tourisme est l'industrie des étrangers*, PUF, p. 45.

⁶ CEBALLOS L. H., 1987. *Estudio de Perfectibilidad Socioeconomica del Turismo Ecologico y Anteproyecto Arquitectonico y Urbanistico del Centro del Turismo Ecologico de Sian Ka'an, Quintana Roo*, Mexico, p.26

⁷ CEBALLOS L.H., 1987. *Op.cit*, p.33

⁸ LEQUIN M., 2001. *Écotourisme et gouvernance participative*, Canada, PUQ, p.37

respecte l'environnement, qui valorise la biodiversité des espaces naturels et qui permet d'adopter un comportement responsable du voyageur. L'importance est de valoriser les communautés locales réceptrices de ce tourisme pour satisfaire leurs besoins. Il s'agit de focaliser à travers la population locale une économie viable en harmonie avec la nature.

D'autres auteurs mettent l'accent sur la définition, il s'agit : « Ecotourism Society » (1991) définition qui semble la plus consensuelle : " *voyage dans des aires naturelles dont l'objectif est de comprendre les cultures et l'histoire naturelle de l'environnement, qui prend garde de ne pas altérer l'écosystème et génère des opportunités économiques faisant que la préservation des ressources naturelles profitent aux populations locales* ". Et aussi MASBERG et MORALES (1999, p.289) considèrent l'écotourisme comme " *un voyage dans des aires naturelles qui conserve l'environnement et améliore le bien-être des populations locales* " ⁹. Ces définitions mettent l'accent sur la population locale. Alors le passage du tourisme à l'écotourisme se traduit par l'élargissement de l'activité vers l'aspect écologique.

C'est ainsi que la conservation d'AP oriente l'écotourisme vers une approche locale, fondée sur un nouveau projet politique de société et par conséquent, une nouvelle forme d'éducation, de collaboration démocratique, ancrée dans les réalités du territoire. C'est pour cela que le TIES le définit comme : " *une forme de tourisme responsable qui contribue à la conservation d'un environnement naturel ainsi qu'au bien-être des communautés locales* " ¹⁰. Nous identifions des définitions de l'écotourisme recensées dans les revues selon les auteurs, soit en fonction de la demande touristique, de la ressource à protéger ou de la communauté d'accueil.

1.2.1- Définition axée sur la demande

Selon CEBALLOS Lascurain, l'écotourisme est : " [...] *une forme de tourisme qui consiste à visiter des zones naturelles relativement intactes ou peu perturbées, dans le but précis d'étudier et d'admirer le paysage, et les plantes et animaux sauvages qu'il abrite, de même que toute manifestation culturelle (passée et présente) observable dans ces zones. Dans cette perspective, le tourisme axé sur la nature signifie une méthode d'approche scientifique, esthétique du voyage, [...]. Ce qui compte tous, c'est que la personne qui s'adonne à l'écotourisme ait l'occasion de se tremper dans un environnement naturel auquel elle n'a*

⁹MASBERG et MORALES (1999) cité par HALPENNY E. et OTTE N.R., 1999. *La nature et plus, notre planète*, vol. 10, n° 1, p. 21

¹⁰LEQUIN M., 2001.Op. cit, p.29

généralement pas accès en milieu urbain "¹¹. Dans cet énoncé, des éléments permettent de préciser le caractère spécifique de la demande écotouristique, il s'agit de:

- Voyages dans les parcs, les réserves ou toutes autres zones naturelles protégées ou non par une loi.
- Principales motivations de satisfaire un besoin affectif de cette ressource dans un milieu naturel à la fois unique et évocateur.

1.2.2- Définition axée sur la ressource

Ces éléments retiennent de nombreuses définitions de l'écotourisme qui, tout en englobant certains aspects de la demande, portent prioritairement sur la dimension ressource. L'énoncé de JENNER P. et SMITH C. soutient que l'écotourisme, tout en n'ayant qu'un faible impact sur l'environnement, peut constituer une force dynamique de préservation de la ressource: "*l'écotourisme est une forme de voyage dont l'objectif principal consiste, pour les voyageurs, à admirer les paysages naturels et les manifestations culturelles d'une région spécifique, tout en minimisant les impacts négatifs que pourrait occasionner une telle visite. Dans ce sens le plus large, l'écotourisme constitue une approche selon laquelle les touristes peuvent idéalement concourir à la préservation de la nature*"¹².

Selon JENNER P. et SMITH C., il est également axé sur la ressource. Le principal intérêt est d'établir une distinction, voire une opposition, entre écotourisme et autre forme de tourisme : "*[...] Toute forme de tourisme qui réduit au minimum le stress sur l'environnement et minimise la consommation des ressources naturelles [...]*"¹³. Il indique le seuil de développement écotouristique qui serait adéquat et il considère le caractère élitiste de ce type d'activité. En plus, il valorise la protection de ces ressources naturelles ou l'importance de les protéger et d'améliorer la qualité de vie des communautés locales. De façon similaire, SCANE, GRIFONE et USHER ont proposé une définition qui intègre aussi ces valeurs et ces préoccupations : "*l'écotourisme représente une expérience de voyage qui permet de découvrir la nature et de contribuer à la conservation des écosystèmes tout en respectant l'intégrité des*

¹¹CEBALLOS L., 1987. Cité par SCANE R.C., GRIFONE E. et USHER R., 1992. *Ecotourism in Canada*, Canadian Environmental Advisory, Canada, p.13.

¹²JENNER P. et SMITH C., 1992. *The tourism industry and the environment*, London (United Kingdom), special report n°2453, p.03

¹³JENNER P. et SMITH C., 1992. Op. cit. p.16

communautés hôtes ¹⁴. Deux objectifs importants ressortent de ces définitions axées sur la ressource et ajoutent au concept d'écotourisme, il faut :

- 1) préserver et non pas altérer l'environnement ;
- 2) générer les bénéfices économiques que procure la conservation des ressources naturelles.

1.2.3- Définition axée sur la communauté hôte

Selon BUTLER qui s'inscrit dans une logique de développement durable et de développement régional: "*l'écotourisme comme une forme de tourisme viable à long terme, à la condition qu'elle ne dégrade pas l'environnement physique et humain dans lequel elle prend place, et qui peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations locales ainsi qu'à la diversification de leurs activités économiques*" ¹⁵

La définition qui nous paraît la plus englobante est celle de ZIFFER K.A, en ce qu'elle tient compte, non seulement de la demande et de la ressource, mais également des populations d'accueil : "*l'écotourisme est une forme de tourisme qui s'inspire principalement de l'histoire naturelle d'une région, incluant ses cultures indigènes. L'écotouriste est celui qui visite des régions relativement peu développées dans un esprit d'appréciation, de participation et de sensibilisation. L'écotouriste pratique une forme de tourisme qui est non consommatrice de ressources naturelles et fauniques; il participe directement à la conservation du site ainsi qu'à l'amélioration du bien-être économique des populations locales, par les travaux qu'il effectue et au moyen de contributions financières. Le séjour de l'écotouriste devrait renforcer son sens de l'appréciation, son engagement face aux questions de conservation en général et à l'égard des besoins spécifiques des collectivités locales*" ¹⁶.

Alors que les premières définitions de l'écotourisme mettaient l'emphase sur une proximité recherchée avec la nature par les touristes, les définitions plus récentes ont plutôt cherché à mettre en lumière une variété de principes associés au concept de développement durable. Toutefois, la définition la plus connue et la plus répandue en 1991, souligne un "*tourisme responsable dans des sites naturels qui protège l'environnement et assure le bien-être des populations locales*" ¹⁷. Actuellement, il est admis d'y englober les principes du développement. Dans ce sens, l'écotourisme contribue activement à la protection du

¹⁴SCANE R.C., GRIFONE E. et USHER R. 1992.Op.cit, p. 14.

¹⁵BUTLER R., 1993. *Tourism an evolutionary perspective*, University of Waterloo, Department of Geography, S/37, p.45

¹⁶ZEFFER K.A., 1989.*Ecotourism: The Uneasy Alliance*, Conservation International, p.19

¹⁷HALPENNY Elizabeth & OTTE Nicole R., 1999. *La nature et plus*, Notre Planète, vol. 10, n° 1, p. 21.

patrimoine naturel et culturel. Il inclut les communautés locales indigènes dans sa planification, leur développement et leur exploitation. Et il associe la population riveraine à une interprétation par expérience du patrimoine pour améliorer le bien-être.

1.3- Caractéristique des axes

La région Atsinanana est réputée par l'importance de la qualité plutôt que de la quantité de ses forêts naturelles. Ces dernières abritent des espèces riches en endémicité, mais elles commencent actuellement à disparaître sous l'effet des défrichements et de la surexploitation. La formation végétale dans la région Atsinanana est fortement dégradée, car la population y est de vocation agricole et forestière. Les formations végétales présentent une grande diversité en fonction des conditions climatiques et pédologiques: les forêts naturelles, les forêts secondaires ou « savoka », la végétation du littoral, quelques lambeaux de mangroves et les forêts artificielles ou les plantations. Cette forme végétale a un rôle fondamental sur la conservation du sol, notamment dans la lutte contre l'érosion, afin de maintenir la fertilité pour accroître la production agricole.

Au sens large, les axes sont présentés dans les répartitions des endroits plutôt forestiers de l'ex- province de Toamasina au profit de la communauté riveraine pour assurer les partages équitables des ressources forestières. Il s'agit d'y différencier les structures territoriales forestières des zones de fortes densités des aires protégées au profit de ces populations. Leur existence se maintient aux activités communautaires à l'image d'un héritage culturel propre pour l'amélioration des conditions de vie. Dans sa mise en place, une évaluation des potentiels paysagiques, culturels et économiques du corridor sont indispensables. Les études sur le corridor englobent en tout cinq axes:

- Axe 1 : Alaotra – Didy - Andilamena – Zahamena;
- Axe 2 : Mangoro – Andasibe- Nosy Be An'Ala;
- Axe 3 : Maroseranana – Manambato – Lohariandava –Brickaville et Ambila ;
- Axe 4 : Mahanoro – Vatomandry - Canal des Pangalana et Toamasina II ;
- Axe 5 : Maroantsetra – Mananara – Soanierana Ivongo – Fenerive et Sainte Marie.

Il convient alors de veiller à l'équilibre entre le développement d'axes et les possibilités des infrastructures des services existants, en conservant la qualité paysagère et environnementale. Pour la région Est, ces axes sont sans aucun doute de garder leur état naturel. Même si les populations d'accueil, gardiennes des us et coutumes ancestraux sont susceptibles d'être menacées par les nouveaux apports du modernisme. Cette société

commence à vivre un déséquilibre, car le danger commence à frapper à sa porte. Dans ce cadre, les conservateurs internationaux veulent développer cette activité dans ces corridors non pas comme un nouveau phénomène de mode mais en tant qu'alternative et lucarne à la préservation de la biodiversité. Les axes sont considérés comme des constructions socio-environnementales qui mettent en valeur des potentialités conjuguées par des acteurs divers. Ce sont ces derniers qui gèrent et qui mettent en interaction les composantes et les capacités dans l'espace d'un territoire donné. Et cette capacité porte, d'une manière générale, sur les actions de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et de promotion à vocations spécifiques. Un grand axe qui ne serait pas soutenu par les acteurs locaux n'aurait aucune chance d'évoluer ni de créer des entreprises qui permettent de développer l'entreprise locale. Et cela soutient l'idée de CAZORLA et DRAI : " l'absence d'esprit d'entreprise était un obstacle majeur à la mise en place d'une politique de développement " ¹⁸. En revanche, un axe plus humble qui rassemble l'ensemble des acteurs sera beaucoup plus efficace et constituerait réellement un outil de développement local. Ce genre d'atout constitue pour les axes, une vitrine émergente à l'image de l'écotourisme local.

1.4- Motifs de pratiquer l'écotourisme

L'écotourisme, est l'un un des segments de la demande touristique internationale qui connaît un développement rapide. Il se présente comme une des parties les plus importantes pour les touristes qui visitent Madagascar. Chaque visiteur a sa principale motivation pour voir les différents sites. D'une part, les touristes viennent à Madagascar à titre principal avec un taux de 63%, et d'autre part, ceux qui viennent à titre secondaire avec un taux de 37%. Ces taux de fréquentation se trouvent dans le tableau ci-après.

Tableau n°1 : sites les plus fréquentés

	Sud	Nord	Est	Ouest	Hautes terres
Taux	38,40%	21,10%	19,30%	13,90%	7,30%

Source : MTTM (Ministère de Transport, du Tourisme et de la Météorologie), Janvier 2015

Ce tableau, permet de constater que les parties Sud de l'île sont les plus fréquentées avec un taux plus intéressant de 38,40% par rapport à celui des Hautes Terres et de l'Ouest. Les parties Est sont classées à la troisième avec un taux de 19,30%. Ce chiffre demande des

¹⁸CAZORLA A. et DRAI A. M., 1992. *Sous-développement et tiers-mondes : une approche historique et théorique*, édition Vuibert, p.24

efforts locaux pour développer le secteur à proximité des sites. Ci-après les répartitions des différentes activités touristiques.

Tableau n°2 : Répartitions des différentes activités touristiques.

Écotourisme	63%
Tourisme balnéaire	16%
Tourisme plage, soleil, mer	13%
Tourisme culturel	6%
Autres	2%

Source : Maison du tourisme à Tamatave, 2014

Cela nous montre que l'écotourisme occupe un taux très remarquable à la région Atsinanana. Il attire plus de regard ancré de plus en plus à la nature. Le tourisme balnéaire avec un taux de 16% occupe la seconde place. Ensuite, le tourisme plage, mer, dans les zones littorales avec un taux de 13% qui nécessite beaucoup d'améliorations, surtout en matière des infrastructures comme les hôtels, les restaurants. De même pour le tourisme culturel ou autre forme du tourisme.

1.5- Écotourisme en tant qu'activité potentielle pour le développement d'axes

L'écotourisme, en tant que produit touristique, favorise-t-il plus de retombées économiques pour les populations locales?

Au-delà d'être un atout économique, l'écotourisme d'axes, certes parfois cédé, car étant avant et après tout, une activité touristique est aussi bénéfique dans d'autres domaines, pour les régions rurales. Il a la possibilité de donner à la région plusieurs avantages comme la rencontre entre locaux et citadins d'un même pays ou de pays différents, qui peut se révéler quasi positive. Et cette particularité amène plusieurs échanges, surtout en termes culturels. Et cet échange résulte des effets pour le développement économique. Alors, selon la théorie de Ricardo, il a déjà stipulé que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les activités qui leur procurent des avantages. Les axes les détiennent en termes de ressources naturelles qui se confondent avec la théorie, mais les axes sont encore verrouillés et souvent utilisés pour répondre aux besoins à court terme. Le MNP (en 2007) a pourtant déjà spéculé que le produit

du partage des avantages a peu de chances de couvrir les besoins financiers de la préservation de la biodiversité. En effet, la perception en matière de commerce international est nécessaire pour qu'il existe des gains provenant de l'échange, surtout écotouristique. Cela signifie que, lorsque l'axe s'opère activement dans cette prospection, il doit commercialiser ses ressources potentielles à travers ses capacités avec ou sans instructions des autres régions. Ce concept a été appliqué par les instances internationales notamment la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) pour diffuser et insister sur la nécessité de les valoriser dans les pays en développement.

Sous cet angle, l'écotourisme est constaté agréablement comme un facteur déclencheur, car les activités liées à l'écotourisme des axes, permettent la revitalisation des cultures locales. C'est " *un ferment de cohésion sociale entre les villageois, qui renouent avec leur passé, retrouvent par-là leurs propres racines et redécouvrent le sentiment d'appartenance à une communauté* " ¹⁹. Il consiste en effet, à faire collaborer différents niveaux d'interventions sur les acteurs socioéconomiques potentiels. Cet élargissement des acteurs du champ de la coopération locale pour l'activité oriente un élément de différenciation. L'article 24 de la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples en 1981 qui a consacré une garantie explicite de droit de l'homme à l'environnement, annonce que " *tous les peuples ont un droit à un environnement satisfaisant et global propice à leur développement* " ²⁰. Cette conception est largement partagée par le PNUD en 2000 et devient ainsi un moyen de rapprochement entre les hommes et la nature. Et ce rapprochement ouvre des rapports de solidarité et une meilleure connaissance des hommes qui encouragent le développement d'axes. Alors, cette activité illustre la nécessité pour les peuples à bouger au niveau local.

En d'autres termes, l'écotourisme en tant que facteur vital du développement n'est pas tant un nouvel instrument ou un thème d'action de la coopération au développement, mais un moyen de se faire un aperçu du retard de l'évolution industrielle. C'est-à-dire, pour nous pays à faible économie, notre économie n'a pas connu une phase d'industrialisation majeure permettant de bâtir un socle suffisamment robuste pour nous porter sur la rampe de l'émergence. Mais heureusement, nous avons des atouts particuliers en ressources naturelles, qui sont des avantages non seulement pour les axes mais aussi pour les pays. En effet, ils

¹⁹Conseil de l'Europe, 1993. *Tourisme de montagne et rôle des parcs naturels régionaux*, 3ème colloque paneuropéen sur le tourisme, p.32

²⁰PHILIPPE K., RANDRIANARISON M., GAETAN F., et SIGRID A., 2012. *La gestion intégrée des ressources naturelles renouvelables à Madagascar*, éditions CITE, CORUS, FRB, p.107

peuvent contribuer à l'écart de l'industrialisation par le biais de la conservation et de la transformation de ces ressources potentielles aux services du développement.

En plus, l'écotourisme nous montre comme un facteur déclencheur, parce qu'actuellement les observations des pays devenus aujourd'hui développés montrent des transferts successifs de leur population active du secteur primaire vers les secteurs services qui sont convertis en secteur post industriel. Selon les travaux de CAZORLA A. et DRAI A., il est important "*d'utiliser comme indicateur du niveau de développement la répartition sectorielle de la population active*"²¹. Donc, la réorientation de cette stratégie de développement repose plus sur le secteur service (surtout l'écotourisme pour notre cas), car des activités de services locaux explosent, par exemple : le transport, l'éducation.

À l'échelle nationale, cet axe va s'opérer progressivement en faveur de diverses initiatives et de manifestations multiples. Déjà à la fin des années 2005, une réorientation majeure de ces institutions à la région a été trouvée. Alors, pour ce qui est des politiques de développement orientées vers le processus local, la Banque Mondiale réputée pour sa prétention à grandes intentions, va opter pour une approche plus orientée vers les populations locales. En effet, leur rapport de 1989 stipule : "*Il s'agit d'inciter les gens à prendre en main leur destinée, de rendre les collectivités locales davantage responsables de leur développement, de rendre les pouvoirs publics plus attentifs aux desiderata de la population*"²². Cette tendance compte privilégier un type d'intervention moins centralisé, largement palpable et conduite dans les politiques de développement rural.

Dans cet aspect, nous parlons souvent de l'écotourisme en tant que façon motivatrice de l'économie, c'est-à-dire une tendance à y faire augmenter et prédominer la part des activités tertiaires. Ainsi, il dispose de potentialités à exploiter davantage, afin de maximiser sa contribution au développement socioéconomique des axes. Des travaux ont montré que la croissance future d'une économie est la résultante du degré de sophistication des activités de services. Une observation de la situation de l'économie nationale suffit pour constater la prédominance du secteur tertiaire par rapport aux autres. Paradoxalement, le cas d'axes sur le poids du secteur tourisme augmente depuis plusieurs années. Il ne cesse de se rétablir ; ce qui fait que l'activité semble tirer sa souplesse vers la progression économique.

²¹CAZORLA A. et DRAI A. M., 1992. *Sous-développement et tiers-mondes : une approche historiques et théoriques*. Édition VUIBERT, p. 46.

²²Banque mondiale, 1989. *Afrique sub-saharienne. De la crise à la croissance*, Washington OC, p.65

1.6- Site écotouristique en tant que ressources potentielles pour les axes

Le site touristique est une ressource potentielle, s'il arrive à porter à la population riveraine des gains importants, financiers ou matériels, s'il fonctionne et accomplit des activités en vue de réaliser son bonheur. Le site peut lui procurer un revenu et couvrir ces besoins essentiels locaux ordinaires (exemple : nourriture, logement et vêtements) grâce aux métiers qu'il pratique.

L'écotourisme de l'axe est convenable si, et seulement si les sites procurent des comportements rationnels à l'individu ou aux populations qu'ils abritent. En effet, l'étude de l'écotourisme est potentiellement riche d'enseignements, non seulement sur la pertinence de ces politiques en termes de durabilité économique, sociale et écologique, mais aussi sur les types d'acteurs présents, à différentes échelles, sur les objectifs particuliers poursuivis et les stratégies mises en œuvre. C'est ainsi que la pauvreté persiste dans une société considérée, lorsque le bien-être d'une ou de plusieurs personnes n'atteint pas un niveau donné comme un minimum raisonnable. Le bien-être se manifeste par deux approches :

L'approche utilitariste²³ repose sur le concept d'un classement de préférences pour les biens, considérés généralement pouvoir être représentés par une fonction d'utilité, et leur valeur est sensée y être un résumé statistique du bien-être d'une personne. Leur utilité forme alors la base des préférences sociales. Elles dépendent des divers aspects de l'action locale telle que l'activité touristique la discernant.

Les approches non utilitaristes sont plus diverses. Elles identifient des formes spécifiques de privation des biens. Elles vont de la privation absolue à la privation relative des biens. Cette approche évalue la situation en fonction de certaines facultés élémentaires, comme la possibilité de se nourrir ou de se vêtir ou de se distraire de façon adéquate. Exemple, Ravallion avance ses idées sur l'importance de la consommation des biens et services pour évaluer le bien-être. Les partisans de ces deux approches sont aussi conscients des inconvénients que présente le choix de consommation privée en tant qu'indicateur du bien-être, et qu'il faudrait pareillement considérer l'accès aux biens fournis par le secteur public. En pratique, l'approche non utilitariste se concentre sur les biens et services consommés par un ménage, et sur la taille et la composition démographique de ce dernier. Alors cette idée est plus resserrée pour l'utilitarisme qui privilégie le bien-être économique pour mieux décrire ce qui est en fait mesuré. Pour une période donnée, ce bien-être est

²³ RAZAFINDRAVONONA J., 2013. *Cours inégalité et pauvreté*, 3^{ème} cycles en économie, Université d' Antananarivo

considéré comme étant une fonction de consommation de biens et services touristiques et non comme une fonction de revenu lui-même. Il s'ensuit en pratique qu'une approche utilitariste pourrait parvenir à une conclusion assez similaire à celle d'une approche non utilitariste qui ne serait basée que sur la consommation des biens et services touristiques.

1.7- Site écotouristique en tant que capacité productive

Dans ce concept, il existe une contradiction entre Sen et Ravaillon sur la détermination du bien-être. Pour Ravaillon, " *le bien-être d'un individu est modéré par le revenu réel, selon la valeur du marché des produits qu'il consomme* "²⁴. Alors, la diversification des produits touristiques d'un axe peut engendrer la capacité de satisfaction proposée par les sites. Et cette dernière peut expliquer sa qualité ou sa capacité à la valorisation du marché touristique.

Malheureusement pour Sen, ces modérations sont insuffisantes pour permettre de joindre plus clairement la situation des sites, car il estime que cette mesure est incomplète pour ajuster plus nettement la pauvreté. Sen propose l'approche par capacités au niveau conceptuel et elles relèvent en amont, «*les fonctionnements*» et en aval, «*la réalisation* »²⁵ et c'est-à-dire le site possède la capacité de faire fonctionner celui-ci ou de le faire tourner d'une manière agréable. Et bien sûr, il détient la volonté de participer à l'amélioration ou à la transformation des sites écotouristiques d'une manière affable pour que les touristes soient satisfaits et pour que les organisateurs disposent de moyens et de ressources. Par conséquent, cette fonctionnalité des sites tend vers la liberté et cette dernière permet aux individus ou aux participants d'avoir des avantages concrets. Ce bouleversement d'individus ou d'agents peut se faire en termes d'action, mais cela peut aussi représenter un état. Par exemple, certains fonctionnements sont plus simples, comme celui de se nourrir, de lire, de faire des randonnées, d'être content du voyage en milieu naturel, alors que d'autres sont plus complexes comme d'être heureux et satisfait, et d'avoir une bonne estime de soi, d'être actif dans la communauté.

Ensuite, l'ensemble des *fonctionnements* particuliers qu'une initiative privée ou de celle d'un site peut se réaliser représente la capacité. Il a la liberté d'entreprendre ou d'offrir le maximum de satisfactions au plaisir des autres selon ses goûts et ses préférences. Donc ici, il est possible d'atteindre l'optimum de Pareto.

²⁴RAZAFINDRAVONONA J., 2013. *Cours inégalité et pauvreté*, 3^{ième} cycles en économie, Université d' Antananarivo

²⁵RANDRIANALIJAONA T. M., 2014. *Gouvernance du développement durable*. Cours 3^{ième} cycles en économie, Université d' Antananarivo

En définitive, pour pouvoir distinguer l'imagination sur l'écotourisme, le site d'axes représente la liberté réelle de l'individu qui fait le touriste. L'approche par capacité avance fondamentalement des conceptions plus spécifiques de rétablissement ou de maintien du site touristique, fondées sur des principes de conservation des biens environnementaux. Ces principes portent tous sur les instruments servant à réaliser le bien-être et d'autres objectifs, et à discerner en eux les moyens de la liberté. En revanche, les fonctionnements appartiennent aux éléments constitutifs du bien-être. La capacité reflète la liberté du participant à réaliser le développement de l'écotourisme et peut même jouer un rôle direct dans le bien-être de la communauté car selon Sen, la liberté positive et le fonctionnement réalisable sont les plus importants, quitte à délaissier la question de l'efficience qu'il importe de satisfaire.

1.8- Écotourisme en tant que moyen pourvoyeur d'emplois

Cette section analyse l'écotourisme basé sur la théorie qui donne au territoire les moyens de se développer par le tourisme de façon plus située. C'est cet aspect de valorisation du territoire d'axes qu'il sera intéressant d'expliquer afin d'aboutir à la pertinence d'un *écotourisme* assurant des multiplications d'emplois. Ceci dans la mesure où l'écotourisme contribue par définition, à rehausser le niveau de sensibilisation des visiteurs et des responsables du développement à protéger la nature, à améliorer la qualité de vie des populations locales et à favoriser des relations entre les visiteurs et les visités, relations fondées sur le respect et sur la reconnaissance réciproque dans un contexte de découverte d'un patrimoine naturel et culturel. L'écotourisme se présente comme étant un élément fondamental dans la dynamique de pourvoyeur d'emplois à la croissance économique et sociale d'axes. Par exemple, BRUNO Sarrasin, incite à choisir les ressources naturelles en valeur, par et pour l'écotourisme ; il avance l'hypothèse suivante : "*l'attractivité de la nature – sur laquelle s'appuie l'écotourisme – n'est pas neutre*"²⁶. L'écotourisme pourrait être un outil de développement efficace pour Madagascar, parce qu'il peut constituer un catalyseur pour la croissance économique, notamment dans les zones rurales et il peut créer un nombre d'« *externalités positives* »²⁷ pour réduire la pauvreté et pour protéger l'environnement.

En effet, il est rare qu'un secteur économique soit créateur d'autant de valeurs ajoutées, d'emplois et de devises comme l'écotourisme, pour un coût aussi faible. En outre, par ses effets activateurs d'emplois, l'écotourisme n'est pas seulement visible sur le secteur service.

²⁶BRUNO S., 2007. *Quelques dimensions politiques de l'écotourisme : l'attractivité de la nature n'est pas « naturelle »*, études caribéennes [en ligne], le 04 février 2008, consulté le 27 septembre 2015. Url : <http://etudescaribeennes.revues.org/455>, résumé p.01

²⁷ELIZABETH D., 2003. *Étude du secteur tourisme*. Africa region working paper, series n° 63, p. 11

Mais il stimule aussi d'autres secteurs vitaux, tels que le bâtiment, le commerce, la communication, l'artisanat et l'agriculture, etc. Son influence ne reste pas seulement d'ordre économique, social et environnemental. Il concerne aussi la politique de l'aménagement du territoire, la gestion communautaire, la réserve naturelle et la promotion, sans négliger son rôle de facteur de rapprochement entre les peuples. Aussi, nous pouvons dire : " *pour attrayant qu'il soit par le rôle économique et social qu'il joue, la beauté et la diversité de ses sites, sa culture millénaire, ses traditions séculaires, ses paysages éclatants, sa riche gastronomie, son accueil et sa remarquable stabilité politique* "28. Cela nécessite la création d'activités qui priorisent la valorisation des sites locaux, pour encourager des promotions d'emplois, directs, induits ou indirects. Étant donné que les situations enregistrées actuellement sont bien mises en évidence, l'écotourisme de l'axe reste le simple reflet de ses formidables potentialités, prouvant que ce secteur connaît certaines épreuves structurelles.

En tant que mécanisme créateur d'emplois, plusieurs activités explosent pour les populations riveraines ; cela engage les populations locales à prendre leur part de responsabilité pour activer la force de travail locale qui s'appuie sur les opérateurs. Alors, Selon Keynes, l'avantage acquis par les activités favorise une autonomie du ménage qui arrive à multiplier ses activités. Et cela implique une activité induite qui a un effet démultiplicateur, car elle agit non seulement sur la consommation mais aussi sur la production des activités touristiques, à partir desquelles nous pouvons calculer ou obtenir l'efficacité économique. Et cette efficacité incite les gens à produire ou à investir dans le domaine des services. Par conséquent, l'intégration des populations locales dans l'activité conduit à une vision préalable en termes de gestion et de développement. La gestion des ressources naturelles par les communautés locales est aujourd'hui au cœur de toutes pratiques cohérentes, acceptables, mobilisatrices et par là même efficaces, en matière d'emplois. Le bénéfice que les locaux sont supposés retirer des activités touristiques devrait être investi dans la préservation des valeurs naturelles sur lesquelles est basé le tourisme. Comme cela était le cas pour les revues, ces propos informent sur l'importance majeure que l'écotourisme accorde à la protection de l'environnement bien plus qu'aux intérêts des peuples indigènes. Alors nous avons besoin de mobiliser d'énormes efforts d'investissements en infrastructures, en technologie et en éducation, car l'amélioration de la qualité de vie des populations résidant dans ses lieux destinés à l'écotourisme apparaît comme une portée directe du critère d'emploi. Selon, MAMDY F., et MAZUEL L., il faudrait donc un " *programme d'investissements*

²⁸ DAUDI A., 1994. *L'organisation et la réglementation du tourisme au Maroc*, Casablanca, p. 25.

*créateurs d'emplois, qui aide l'économie locale à restructurer sa dépendance par rapport aux secteurs qui doivent être affaiblis (l'immobilier, l'industrie, la finance, l'agriculture) et à aller vers des secteurs qui doivent être intensifiés (les services, la santé, l'éducation) "*²⁹.

Par ailleurs, la seule manière d'impliquer les populations locales dans la protection d'un site naturel consiste à se fier aux intentions de mise en valeur du site. Cette amélioration nécessite " *un plan d'aménagement pour sa réalisation et un arrêté, un texte juridique, pour son fonctionnement* " ³⁰. Cependant, pour tout ce qui est plan de gestion, un grand nombre des parcs locaux disposent de potentialités en la matière. C'est la raison pour laquelle l'écotourisme se fonde un moyen d'épanouissement sur l'association des populations riveraines des axes; un engagement de développement et de multiplication d'emplois pour les tours opérateurs et une mode ou un plaisir de s'ouvrir pour les visiteurs. Ceci requiert une façon de gouvernance tant participative, rationnelle que durable sur les ressources pour assurer le bon fonctionnement des sites tout en tenant compte des besoins de ces populations. Alors, le développement du tourisme s'accompagne particulièrement de la création d'emplois. Cette dernière est d'ailleurs, l'un des buts fondamentaux fixés par la politique nationale visant la relance du secteur. Il existe 3 types d'emplois générés par le tourisme.

1.8.1- Emplois directs

Ils correspondent à des emplois purement touristiques créés par l'hôtellerie, la restauration, l'hébergement, le tour opérateur et le transport ainsi que les activités auxiliaires. Selon l'enquête effectuée auprès des établissements hôteliers et de restauration, nous avons constaté que 90% des employés peuvent être recrutés sur place. Le tableau ci-après illustre les nombres de personnes qui tirent des bénéfices directs du tourisme à Madagascar.

²⁹ MAMDY JF, MAZUEL L., 2007. *Le tourisme rural en prospective*, rapport à la DATAR, Programme SPRITE, p. 65.

³⁰ MOORE A., 1991. Rapport de la FAO, p.2.

Tableau n°3 : Évolution des emplois directs générés par le secteur tourisme

	2010	2011	2012	2013	2014
Hôtel et/ou restaurant	14 809	15 906	16 887	17 805	+ (1 850)
EVPT	3 781	3 939	4 310	4 527	
Guides touristiques	-	-	-	+ (77)	+ (106)
TOTAL	18 590	19 845	21 167	22 409	23 100

Source : Ministère du tourisme (directions EVPT),2013

1.8.2- Emplois induits

Ils correspondent aux activités non touristiques par nature mais productrices de biens et de services consommés par les touristes ; par exemple : l'artisanat, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les transports. Donc, le tourisme met en valeur les savoir- faire locaux et implique surtout les acteurs locaux (éleveurs, agriculteurs, pêcheurs, forestiers, producteurs locaux).

1.8.3- Emplois indirects

Ce sont des activités partiellement touristiques qui se développent actuellement d'une manière désordonnée. Il en est ainsi pour les bars et les dépôts de boissons alcoolisées (légaux ou non) qui augmentent actuellement d'une manière inquiétante. Le tourisme peut se soutenir mutuellement et procurer un revenu appréciable en devises. Étant des créateurs d'emplois, les entreprises touristiques contribuent à la lutte contre le chômage, un fléau difficile à éradiquer, car l'accès aux emplois est le meilleur moyen de faire diminuer la pauvreté, et cette idée est soutenue par Adam SMITH, qui énonçait que : " *le travail est la source de la richesse [...]* "³¹. En effet, le tourisme international, bien au-delà du simple développement d'hôtels et d'agences de voyages a des effets qualifiés de normaux ; il peut être à l'origine du développement d'industries, des biens d'équipements et des services. À ce titre, il constitue des débouchés importants pour différentes filières, telles " *l'agro-industrie, les transports ou les communications* " ³².

Alors, selon cette littérature, nous pouvons déduire que l'écotourisme ne reste pas seulement dans le domaine de la conservation ou de l'admiration de l'environnement naturel

³¹SMITH A., 1976. *Richesse des nations*, éditions Gallimard, p. 89

³²FRANÇOIS V., 2007. *Économie et Politique du Tourisme International*, édition Economica, p. 22

(pilier environnement) ni sur la valorisation des ressources et de patrimoines locaux pour satisfaire les besoins des communautés locales, pour permettre à la population d'être fière de ce qu'elle est (piliers sociaux) ou, encore, pour satisfaire l'affaire courante du problème d'agrégat (pilier économique). Au sens large, il a comme objectif non seulement d'inciter les gens à protéger et à mettre en valeur leurs richesses naturelles, mais aussi à élargir et à fonder le concept d'écodéveloppement. Les secteurs concernés sont : la politique de développement économique, le business territorial, l'affaire courante de l'économie de l'environnement et surtout, la gestion courante des ressources naturelles, et tout le bien être local (pilier gouvernance).

Section 2- Gouvernance locale

2.1- Historique et définition de la gouvernance

Étymologiquement, le mot gouvernance trouve son origine dans la langue française, au XIII^e siècle. Sa signification va ensuite évoluer en fonction d'une part, des transformations historiques des sociétés qui vont l'employer, mais aussi d'autre part de ses migrations transfrontalières et, principalement, transatlantiques. À l'origine, au XIII^e siècle en France, les termes de gouvernance, gouvernés et gouvernement, ne semblaient pas véritablement distincts sur le plan sémantique. Renvoyant tous à la métaphore du gouvernail d'un navire, ces notions signifiaient " *l'action de piloter quelque chose* " ³³.

2.1.1- Gouvernance de l'âge classique

L'émergence de l'État moderne à partir du XVI^e siècle et la réflexion conceptuelle sur le pouvoir que ce phénomène a suscitée, ont progressivement conduit à l'autonomisation de la notion de gouvernement par rapport à celle de gouvernance. En effet, à partir des réflexions de JEAN Bodin sur « *la souveraineté absolue* » ³⁴, se forge progressivement la conception d'un État monopolisant l'entièreté du pouvoir s'exerçant sur une population circonscrite à un territoire donné. Dans cette perspective, la notion de gouvernement s'associe à l'idée du pouvoir stato-centré et hiérarchisé ; elle s'apparente " *aux réflexions sur l'autorité de l'État comme totalité* " ³⁵. Cependant, en parallèle, la gouvernance est prise dans le sens du gouvernement, conçue comme manière de gérer adéquatement la chose publique indépendamment de la question du pouvoir, d'une manière perpétuée.

³³ GAUDIN J. P., 2000. *La gouvernance : une pratique relationnelle de coopérations non prédéfinies et toujours à réinventer, à distance des armatures hiérarchiques du passé et des procédures routinières*, p.37

³⁴ JEAN B., 1576. Les six Livres de la République, p.28

³⁵ JEAN B., 1576. Op. cit, p.28.

2.1.2- Gouvernance moderne

Selon cette conception, plus liée à l'idée de gestion qu'à celle de pouvoir, la gouvernance va s'exporter vers le monde anglo-saxon, notamment aux États-Unis. Ainsi, se nourrissant du pragmatisme américain, la notion de gouvernance va occuper une place de choix dans l'analyse méthodique des politiques publiques, de la gestion, voire de la sociologie des organisations. Le terme rejaillit dans les années 1990 pour " *référer à un pilotage pragmatique des pouvoirs* " ³⁶, tendant ainsi à reconquérir son sens politique initial.

2.1.3- Gouvernance d'aujourd'hui

Aujourd'hui, la notion de gouvernance réapparaît à l'intérieur d'un courant de pensées assez composite au début des années 1990, qui entend redéfinir " *les processus classiques de prise de décision en tenant compte de la multipolarité naissante au sein d'un monde en pleine transformation* " ³⁷. Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de repenser les rapports entre les différents acteurs, que ce soit au sein des entreprises, dans les États nationaux ou dans le système mondial. Cette nouvelle approche en termes de pluralité d'acteurs et de pouvoirs multi centrés, rejette l'analyse classique des rapports des pouvoirs, conçus sur le mode de la verticalité entre des autorités ordonnancées de manière hiérarchique. Elle privilégie plutôt l'analyse en réseaux, au sein desquels une pluralité d'acteurs échangent et interagissent sur le mode de la coopération ou de la concurrence ; ce qui implique " *une nouvelle forme procédurale à la fois de la prise de décision mais aussi de l'action publique* " ³⁸.

En fait, en axant sa conception de la bonne gouvernance autour de l'efficacité, de la responsabilisation, de la participation et de la transparence, la Banque Mondiale cultive ce qui est appelé un " *managérialisme populiste* " ³⁹ qui s'articule autour d'une approche technique de la chose publique, et d'une réduction de l'État à la seule fonction de garant d'un régime de droits permettant le plein épanouissement du marché et le respect de la propriété privée. Progressivement, à partir de 1995, les autres agences internationales onusiennes (CNUCED, UNESCO, OCDE, OMC, FMI) vont recourir aussi à ce concept de gouvernance qui apparaissait comme étant une nouvelle source de légitimité. Alors selon cette revue, la gouvernance actuelle suppose la négociation ouverte avec les multiples acteurs socioéconomiques.

³⁶JEAN B., 1976. Op. cit., p.30.

³⁷ JAMES R. et CZEMPIEL E., 1992. *Governance without Government*, Cambridge University Press, p.25

³⁸ GAUDIN J. P., 2000. Op. cit., p.43

³⁹ BONNIE C., 2000. op. cit., p.55

2.1.4-Concept de gouvernance

Le concept de gouvernance, abordé dans le cadre de ce réseau, part d'une compréhension plus vaste, plus courageuse et surtout plus ancrée dans les dynamiques sociales nationales et régionales. Il ne se réduit pas à l'ensemble de règles de "bonne gouvernance" prescrite par les institutions de Bretton Woods. Le but est de "*comprendre et de maîtriser les processus par lesquels une société développe les capacités de gestions des processus accrus par l'intervention elle-même, en parvenant à satisfaire les besoins des citoyens et en veillant à sauvegarder les intérêts des générations futures*"⁴⁰.

À la fin des années 90, les axes avaient déjà été investis par l'initiative locale autour de laquelle un grand nombre de programmes, de services ou d'opérateurs privés ont été lancés pour favoriser leur développement. L'accent était placé sous l'action de changement. Dans ce domaine, deux conceptions s'affrontèrent. L'une privilégie la réalité construite par les acteurs locaux, les initiatives endogènes de la conservation, celles que les acteurs avaient prises sans attendre l'aide extérieure; il s'agit de les aider à mieux faire ce qu'ils faisaient déjà. L'autre optique en général, vise à mobiliser les ressources locales au sein de programmes de gouvernance largement conçus ou propulsés.

2.1.5- Selon les auteurs

L'économiste BERNARD Pecqueur définit la gouvernance comme étant "*un processus institutionnel et organisationnel de construction d'une mise en compatibilité des différents modes de coordination entre acteurs géographiquement proches, en vue de résoudre les problèmes productifs inédits posés aux territoires*"⁴¹. Elle se définit, comme un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions, pour atteindre des buts propres ou comme les nouvelles formes interactives de gouvernement dans lesquelles les acteurs privés, les groupes ou communautés de citoyens, prennent part à la formulation de la politique. Dans le rapport daté de 1995, la commission sur la gouvernance mondiale la définit comme "*la somme des différentes façons dont les individus et les institutions, publics et privés, gèrent leurs affaires communes. C'est un processus continu de coopération et d'accommodement entre des intérêts divers. Elle inclut les institutions officielles et les régimes dotés de pouvoirs exécutoires tout aussi bien que les arrangements informels sur*

⁴⁰BONNIE C., 2000. op. cit., p.24

⁴¹PECQUEUR B., 2000. *Le développement local, GREQAM*, Document de travail n°02A26, disponible sur le site : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/equite-territoriale>, visité le 27/10/2015.

lesquels les peuples et les institutions sont tombés d'accord ou qu'ils perçoivent être de leur intérêt ⁴².

Le concept étant devenu une véritable mode aux fondements idéologiques qui se manifestent, notamment par le fait que la gouvernance apparaît désormais dans n'importe quel discours, il n'a pas été difficile d'importer cet argument dans le domaine touristique. Une bonne gouvernance locale est fondée sur plusieurs piliers, selon le PNUD " *la participation citoyenne, les partenariats entre des acteurs clés à l'échelon local, la compétence transdisciplinaire des acteurs locaux, les sources des informations multiples, les institutions de recevabilité et une orientation en priorité en faveur des pauvres. Elle fait intervenir un ensemble complexe d'acteurs et d'institutions qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement; elle traduit une interdépendance entre les pouvoirs et les institutions associées à l'action collective* " ⁴³. Donc, nous pouvons dire que la gouvernance territoriale est une structure composée par différents acteurs et institutions permettant d'apprécier les règles qui donnent la spécificité d'un lieu vis-à-vis d'autres lieux et vis-à-vis du système de production qui l'englobe.

S'agissant de ce concept qui se réfère à la notion de gouvernance locale proposée par des auteurs, nous trouvons des processus de décisions qui octroient des ressources en matière de bien-être et de problématiques sociales. Plus largement, " *elle caractérise un style de gestion marqué par l'interdépendance des secteurs public, privé et associatif*" ⁴⁴. Alors, il s'agit d'affirmer le rôle du secteur en tant que moteur de développement. Dans ce sens, il sera inefficace sans l'existence de la gouvernance comme étant la volonté de développer le capital social et de créer des conditions sociales nécessaires à une activité économique efficace. Cette volonté répond à l'adéquation de l'investissement social à l'efficacité du système. Alors, la référence à la gouvernance du secteur tertiaire répond à des motivations pour la population locale. Par exemple, en Amérique latine, selon FREDDY Debuyst, PEEMANS Jean-Philippe, et BICHARA Khader (2001). " *On peut faire de gouvernance associative quand les associations populaires dépassent l'aspect purement économique (coopératives, producteurs associés) ou social, pour disposer d'un quota de pouvoir dans la gestion du local, en incluant la dimension gouvernance (...)* " ⁴⁵

⁴² <http://www2.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/accueil/bibliographies/gouvernance/note1.htm> (visité le 30/05/15)

⁴³ PNUD, 1998. *Rapport sur l'état de l'environnement à Madagascar*, Paris, p.32

⁴⁴ YOUNG O.M., 1996. *Une vision de politique de développement sociale*, Economica, p.12

⁴⁵ LEENER D.P., DEBUYST F., PEEMANS J.P. et BICHARA K., 2001. *La gouvernance associative*, (IED-UCL) Colloque UCL/ENDA TM/CERESIS/EF, p. 21

2.1.6- Implications théoriques au niveau des axes.

La notion de gouvernance telle qu'elle apparaît dans l'ensemble de la littérature consacrée à cette question a une valeur analytique. Elle fournit un cadre conceptuel qui permet de penser et de comprendre l'évolution des processus de gouvernement. Elle offre une nouvelle grille de lecture, d'analyse et un système de référence sur l'administration. La notion a par ailleurs une ambition à la détermination des changements.

Les termes de gouvernance territoriale et gouvernance locale sont semblables (selon Bernard P.) et correspondent à un système de gouvernance mis en œuvre aux différents niveaux et échelons territoriaux dans les États. Ils consistent en un ensemble d'institutions, de mécanismes et de processus qui permet aux citoyens et aux groupements des citoyens d'exprimer leurs intérêts, leurs besoins, d'exercer leurs droits et obligations à l'échelon local.

En effet, dans un contexte de néolibéralisme triomphant qui prône la réforme de l'État, le concept de gouvernance suppose "*l'instauration de nouveaux modes d'élaboration des politiques publiques, centrés sur la négociation, tout comme des nouvelles manières pour le mettre en œuvre, notamment, par le biais de partenariat*"⁴⁶. Elles tendent à multiplier le niveau de responsabilités partagées entre le secteur privé et le secteur public, entre intérêt général et intérêt particulier, et cela est une innovation.

Au sens plus large, la gouvernance permet de rendre compte de l'articulation de régulation, de processus politiques et sociaux, d'élaboration des projets collectifs, d'agrégation des différents intérêts recomposés. Alors, elle consiste pour certains plannings d'analyse en instrument au service du parcours de la libéralisation des sociétés dans la mesure où elle tient à localiser le rôle des gouvernements et à faire entrer dans les processus de décision des acteurs non-gouvernementaux.

Les adeptes de l'approche plutôt capitalistique montrent que, principalement pour ceux qui développent une approche en termes de pouvoir, la gouvernance est perçue comme "*une voie ouverte à la démocratisation du fonctionnement étatique, à la mobilisation civique et aux initiatives locales et citoyennes*"⁴⁷. En définitive, cette notion offre un système d'interprétation nouvelle de la politique et des relations entre les institutions, suivant les choix idéologiques qu'elle recouvre. La gouvernance admet à réformer les institutions politiques,

⁴⁶LEENER D. P., DEBUYST F., PEEMANS J.P. et BICHARA K., 2001. Op. cit, p. 37

⁴⁷PECQUEUR B., 2000. *Le développement local, GREQAM*, Document de travail n°02A26, disponible sur le site : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/equite-territoriale>, visité le 27/10/2015.

pour limiter les entraves au bon fonctionnement du marché. Ou au contraire, à renforcer les mécanismes de régulation pour lutter contre la décohésion sociale. Encore, cette notion de participation est déjà confirmée durant le V^{ème} congrès mondial sur les parcs de l'UICN (Union International pour la Conservation de la Nature) à Durban selon lequel, la gouvernance des aires protégées comprend " *les interactions entre les structures, les processus et les traditions déterminant l'exercice du pouvoir, la prise de décision sur des questions d'intérêt public et l'expression de l'opinion des citoyens ou d'autres parties prenantes* "48. L'axe abrite déjà des activités touristiques, mais celles-ci ne sont pas encore suffisamment intégrées dans les interactions de la bonne gouvernance locale.

Enfin, nous ne pouvons pas nier la notion de gouvernance locale parce qu'en amont, la croissance économique est fortement handicapée par la dégradation de l'environnement. Presque, plus de 50%49 de richesse de notre pays résident dans la capitale naturelle (il s'agit des forêts, des AP, des terres agricoles, des ressources halieutiques) alors que, la transformation de ces ressources pose beaucoup de problème à cause notamment de la mauvaise gouvernance. En aval, d'après l'estimation de la banque Mondial50, le cout de la dégradation de l'environnement à Madagascar était 9 à 10 % du PIB ou entre 450 et 500 millions US\$ par/an. Cela entraine un cout très lourd pour l'économie. Ainsi, l'instigation à la gouvernance d'axes va souvent de pair avec tout un ensemble d'autres injonctions (partenariat, développement souhaitable, participation des habitants, conciliation entre gouvernance locale et écotourisme...), qui semblent employées de manière adéquate pour le développement locale.

48 Procès-verbaux du V^{ème} congrès mondial sur le parc de l'UICN, 2003. Durban, cité par PHILIPPE K., GAETAN F. RANDRIANARISON M., 2012. Op. cit, p.168

49 RANDRIANALJAONA T. M., 2014. *Gouvernance du développement durable*. Cours 3^{ème} cycles en économie, Université d' Antananarivo

50 Banque Mondial, 06 avril 2013. *Rapport sur le cout de la dégradation de l'environnement à Madagascar*, au Ministère de l'économie et de la planification à Anosy